

Allocution de M. François Mitterrand, Président de la République et candidat à l'élection présidentielle de 1988, notamment sur le marché communautaire et la nécessité de moderniser les entreprises, Marseille, vendredi 15 avril 1988.

Monsieur le maire et cher ami,

- Mesdames et messieurs,

- Vous, parmi lesquels je reconnais tant de visages qui m'ont accompagné au travers des combats politiques ou des amitiés personnelles, je veux vous dire la joie que j'ai de me trouver parmi vous en cet après-midi mal commode puisque c'est un jour de travail, mais qui s'imposait à un emploi du temps chargé.

- Il n'empêche que de me retrouver à Marseille, dans cet hôtel de ville, ravive en moi tant de souvenirs dont les derniers furent douloureux. Des souvenirs de joie assurément, d'allégresse même tant est chaleureux le cœur des Marseillais. Les amitiés que j'évoquais - celles qui, toute une vie, et surtout toute une vie politique ce qui n'est pas aisé, reposent sur la fidélité, l'estime et la foi mutuelle - c'est ce que j'ai vécu avec Gaston Defferre. Jour douloureux, chacun d'entre vous s'en souvient, nous étions là. Cette rupture soudaine, le passé qui soudain devenait notre passé et l'avenir à construire qui paraissait bien difficile.

- Venant ici, comment n'y aurais-je pas pensé et comment n'aurais-je pas dit aux amis, à Mme Gaston Defferre, à sa famille, à ses compagnons de combats et comment n'aurais-je pas dit que pour moi ce rendez-vous avait un aspect précieux entre tous ?

Mais voilà, les jours passent, nous aussi. Quel que soit notre âge nous avons en charge la continuité du pays comme vous avez en charge la continuité de Marseille. Combien d'autres ici, qui me font l'honneur d'être présents, assurent d'autres continuités, celle du département, et sur le -plan national, élus parlementaires, dirigeants de partis, animateurs de la vie démocratique française dans cette ville et autour d'elle. C'est un surgissement permanent.

- Je commencerai par vous souhaiter bonne chance dans vos travaux, à vous dont les responsabilités sont lourdes. J'imagine, monsieur le maire, mesdames et messieurs les conseillers municipaux, la gestion de Marseille, le brassage permanent des populations, le besoin que chacun éprouve d'aller d'un pas assuré vers le siècle prochain, qui au demeurant sera un millénaire, dans cette ville immense, métropole dès le premier jour.

- J'imagine, oui je le répète assez bien, la lourdeur de vos travaux. Je voudrais vous encourager, si vous en aviez besoin, et vous dire que la population de Marseille, comme la population française, reconnaît toujours dans ceux qui travaillent et qui oeuvrent pour le bien public, ses meilleurs représentants. Oh ! Il est bien des injustices, certes ! La vie démocratique nous offre de fameux exemples, mais est-ce si dur lorsque l'on a sa conscience pour soi ?

- Je veux aussi vous dire à quel point je souhaite l'aboutissement de vos efforts, à vous mesdames et messieurs, chers amis, mêlés ici dans cette salle, le long de ces escaliers, dans les cours, dans la rue, sous ce beau soleil. Je voudrais vous dire : quelle que soit votre origine sociale ou politique - et j'espère que vous êtes divers et multiples aujourd'hui - que j'ai grande joie, je l'ai dit, de retrouver mes compagnons de combat. J'ai grande joie aussi à approcher ou à connaître celles et ceux qui nous rejoignent, non pas forcément derrière une bannière politique déterminée,

mais dans l'entreprise où je me suis engagé et dont l'objet est de rassembler et d'unir les Français & ceux qui le veulent bien entendu, sur quelques objectifs, simples et clairs.

- Je ne demande pas la confusion. Il est des mots d'ordre que l'on ne peut entendre et que l'on ne peut suivre. Le désir d'union ne doit pas dépasser celle de la démocratie fidèle à elle-même, à ses lois, à ses principes. Le respect des droits de l'homme & le respect des idées des autres & nous devons les vivre ensemble, mesdames et messieurs, nous qui sommes du et qui sommes le peuple français. Nous devons vivre ensemble et savoir que les échéances immédiates qui nous attendent sont telles qu'il faut pouvoir définir ensemble l'itinéraire à suivre, les étapes à choisir. Il faut pouvoir en même temps connaître le plus exactement possible ce que l'on veut atteindre. Les dates s'imposent d'elles-mêmes. Tous se le disent presque de la même façon. Nous verrons, et nous verrons d'ici la fin de cette campagne présidentielle, comment on peut distinguer la réalité des objectifs de chacun, cachée derrière le même vocabulaire.\

Mais l'Europe est à construire avec ce grand marché, celui que j'ai voulu, puisque l'accord s'est fait dans la peine et la difficulté, entre les peuples et les dirigeants de ces peuples, de la Communauté, au mois de décembre 1985. Et c'est là que nous avons décidé ce grand rendez-vous & désormais, 5 ans plus tard, enfin il en reste moins de 5 aujourd'hui, toutes les frontières tomberaient : ces personnes, les capitaux, les marchandises, tout ce qui peut séparer ces douze pays, si souvent opposés, qui se sont si souvent affrontés, déchirés, à peine relevés de leur deux dernières grandes guerres, de ces deux dernières grandes guerres civiles de l'Europe.

- Voilà qu'on leur demande de s'entendre assez pour partager le pain quotidien, pour ouvrir portes et fenêtres, pour accueillir qui viendra à son propre foyer. C'est un immense pari, mesdames et messieurs, qui exige de la part de chacun de ces pays, un effort formidable. Quel sera le plus ambitieux, quel sera le plus capable, quel sera le plus patient ?

- Je ne dis pas cela en termes de domination. Il ne s'agit pas et on ne pourrait pas être les meilleurs partout et en toutes circonstances. Encore faut-il l'être là où il le faut, si l'on veut projeter notre patrie, ses hommes et ses femmes, son histoire vers l'avenir auquel nous sommes destinés, puisque c'est l'Europe qui permettra à chacune des douze patries d'être présente comme il convient sur la scène du monde.\

Déjà, nous sommes tous ensemble - je vous l'ai dit à la télévision, je le répéterai pour que cela entre dans les têtes - nous sommes déjà la première puissance commerciale du monde. Nous pouvons être la première puissance industrielle, nous pouvons être la première puissance technologique.

- Pour dépasser le Japon et les Etats-Unis d'Amérique nous avons autant de savants, autant de techniciens et autant d'ingénieurs, nous avons les industriels capables de faire passer la science pure dans le domaine de l'application. Seulement ils sont dispersés entre douze pays et il n'y a pas de véritable volonté politique.

- Quatre pays, l'Italie, l'Allemagne, la Grande-Bretagne et la France dépensent plus pour leur recherche nationale au total que n'en dépense le Japon et ce sont cependant les marchandises japonaises qui envahissent le marché européen. Ce qui veut dire que là où il y a volonté politique, il y a réussite dans les autres domaines. C'est ce qui nous manque encore et il faut poser la question à ceux qui sollicitent vos suffrages. Sont-ils prêts à couronner l'édifice, l'édifice commercial, l'édifice monétaire et le reste dans les domaines de l'activité humaine, l'édifice culturel ? Sont-ils disposés à doter cette nouvelle puissance, virtuelle, de la capacité politique de parler d'une même voix aux empires qui aujourd'hui occupent le devant de la scène et dont les décisions malheureusement commandent trop souvent encore les nôtres.

- Cela supposera encore beaucoup d'autres conditions à remplir. Serons-nous capables de définir ensemble les conditions de notre sécurité ? Saurons-nous dominer les intérêts nationaux contradictoires déjà pénétrés de capitaux et d'intérêts qui ne sont pas européens, extra-européens ? Comment vivre avec les multinationales dont les capitales sont outre-atlantique ? Comment faire, comment... que dis-je encore, comme préserver l'équilibre démographique avec cette Europe, la nôtre qui perd des habitants tandis que s'élèvent des mondes lointains où les naissances sont si nombreuses que l'on sent le monde basculer vers le Pacifique ou ailleurs ? Et

tout cela ne sera pas fait dans cinq ans, mais ce qui sera fait dans cinq ans, dans les cinq ans qui viennent, commandera la suite. Ceux qui auront pris du retard mettront combien de temps pour le rattraper s'ils le rattrapent jamais.

- Nous avons là un réservoir de talent, d'imagination, de capacité créatrice, d'invention, d'ingéniosité, de travail, de connaissance, de métier dans quelque profession que ce soit et nous allons, fort de tout cela, en disposer sans retenue, sans frein, sans protection. Voilà pourquoi il convient de se rassembler.\

Lorsque je parle de la France unie, je n'oublie pas ce que je suis, ce que je pense, ce que crois. Je reste fidèle non seulement à moi-même, mais je reste fidèle à la ligne directrice sur laquelle je me suis engagé et à laquelle je vous ai engagé au cours de ces quinze ou vingt dernières années.

- Je ne veux pas bâtir des amitiés en délaissant celles qui sont là. Je ne veux pas dériver hors du milieu où j'ai vu tant d'idéal et tant de dévouement. Simplement, il faut être capable d'ouvrir un peu quoi ! capable de se tenir au coude à coude, ne pas pratiquer, nous, l'exclusion que nous rejetons chez les autres. Ce ne sont pas - comme le disent quelques autres - des propos évangéliques, c'est la simple conscience de l'intérêt de la France qui ne peut prétendre aborder une Europe unie qu'en étant unie elle-même sur les bases que je continuerai de définir à travers les jours qui viennent, les huit jours qui viennent qui nous séparent du 24 avril `1988, 1er tour de l'élection présidentielle` et, sans outrecuidance, les quinze jours qui suivront. Et pourquoi pas, après.

- Mais cela dépend de la décision des Français et je ne suis pas de ceux qui jugent à l'avance que les choses sont acquises. Tout est toujours difficile et j'invite les citoyennes et les citoyens de Marseille et des Bouches-du-Rhône - celles et ceux qui se reconnaissent dans le bon combat politique dont j'ai assumé une fois de plus la responsabilité - je leur demande de se mobiliser, de ne pas perdre une heure, d'être présents partout où il le faut et de montrer que l'avenir, l'esprit de conquête, la volonté de dessiner le visage de la France des années prochaines, la capacité de concevoir et de décider, c'est nous qui les détenons.

- Nous avons un passé historique qui va beaucoup plus loin que moi, qui va beaucoup plus loin que nous tous, qui plonge ses racines dans une grande histoire, celle du peuple français, le peuple souffrant, le peuple opprimé, le peuple qui a peu à peu relevé la tête, le peuple qui, dans les combats extérieurs et les guerres, a défendu la dignité, la dignité de l'homme, les chances de tous, l'égalité des chances. C'est avec ce peuple-là que nous sommes, et c'est dans cette tradition-là que nous proposons à la France et aux Français le grand pacte d'unité, de travail et de volonté qui donnera à la France toutes ses chances de victoire dans les batailles pacifiques auxquelles elle est conviée. Je demande à Marseille, si contrastée, si vivante, si forte, qui depuis l'origine des temps a su ramasser de hautes pensées, qui précisément a su donner son nom à l'hymne que nous célébrerons, peut-être ensemble l'année prochaine - ici où là, pourquoi pas là - je demande à Marseille et à ce département, et à cette région tout entière de m'apporter des témoignages de la confiance dont j'ai besoin. Rien ne m'arrêtera au cours des semaines à venir. Je veux dire par là qu'aucune fatigue, qu'aucune diatribe, qu'aucune polémique, qu'aucune insulte dont on m'abreuve chaque jour, non seulement ne me lassera, ne m'entraînera à me placer sur ce même terrain qui diminue ceux qui s'y rendent avec la volonté de détruire plutôt qu'avec la volonté de construire la France dont nous avons besoin.\

J'ai tracé quelques perspectives. Ceux qui ne veulent ni les lire, ni les entendre, je n'y puis rien. Je ne dispose pas du remède qui ouvre les entendements, mais je prétends que proposer à la France une certaine direction institutionnelle, constitutionnelle, lui demander de construire l'Europe en lui demandant aussi de s'attaquer aux causes du mal dont nous souffrons depuis quinze ans, ce qu'on appelle la crise, à partir des années 73 et 74 `1973 ` 1974`, le choc du pétrole auquel s'est ajouté - je l'ai vécu - le choc du dollar, les taux d'intérêt de l'argent abusifs, écrasants, pratiqués dans quelques pays extérieurs et particulièrement aux Etats-Unis d'Amérique, qui ont trop longtemps voulu vivre des biens accumulés dans les autres pays, en attirant tous les profits chez eux. Il s'agit d'argent spéculatif et non pas appliqué à des investissements utiles, c'est-à-dire à la création de nouvelles richesses. La production d'Europe, l'argent de l'Europe, devrait au moins servir à procurer de nouvelles richesses aux Européens, ce

l'argent de l'Europe, devrait au moins servir à procurer de nouvelles richesses aux Européens, ce n'est pas le cas.

- Un système économique et un système monétaire cassés en morceaux par la volonté des mêmes. Il a fallu y répondre. Chacun a fait ce qu'il a pu. On peut critiquer et on critique. Je n'y ai pas manqué moi-même. Mais voilà, la France a pris trop de retard, il y a plus longtemps qu'on ne le croit, plus longtemps qu'on ne le dit. Qu'est-ce que c'est que ce mauvais jeu de mots qui tend à reporter sur 1981 dont je suis fier, une crise qui remontait à 7 ou 8 années plus tôt et qui n'avait pas été dominée ? Peut-être n'était-ce pas possible, encore faut-il dans ces cas-là le reconnaître. Mais c'est du temps perdu. Quand on se trouve devant une révolution industrielle, qui va tout changer, qui va changer les métiers, les machines, qui va déséquilibrer les industries et même l'agriculture, tous les modes d'échange et parfois les modes de pensée, lorsqu'on s'attarde, par esprit conservateur excessif, lorsqu'on n'ose pas moderniser l'instrument qu'on a, eh bien il arrive ce qu'il arrive, les pays qui aujourd'hui ont le moins de chômage, ce sont les pays qui ont modernisé leur industrie, qui n'ont pas hésité à choisir le parti du progrès, qui ont en même temps formé leurs jeunes, filles et garçons, aux disciplines technologiques nouvelles, de telle sorte qu'ils avaient la capacité de fabriquer un instrument nouveau, pouvant produire plus vite, mieux et à meilleur marché, servi par des jeunes adaptés à ces technologies nouvelles. Nous, nous restions là avec des industries qui n'étaient plus concurrentielles, et sans avoir fait l'effort qui convenait pour former, diversifier les enseignements, pour valoriser la condition enseignante, au contraire on allait dans l'autre sens et nous avons tout simplement manqué de crédits appliqués là où il le fallait pour notre éducation nationale, priorité des priorités. Faut-il le rappeler, nous n'avons pas assez formé les jeunes et les moins jeunes, il faut savoir changer de métier, il faut savoir changer de techniques, il faut pouvoir apprendre les langues étrangères, il faut connaître le monde tel qu'il est, et en même temps mobiliser les intelligences créatrices, les chercheurs, les savants, plutôt que de les voir partir outre-atlantique pour vivre correctement et pour trouver des laboratoires. Avoir de l'ambition pour la France c'est choisir ses objectifs et le choix de la science, le choix de la technique, le choix de l'intelligence, c'est surtout un choix qui fait gagner.\

Il faut des crédits pour la recherche, nous les avons largement augmentés jusqu'en 1986, et à peine y eut-il le changement politique que les crédits de la recherche sont tombés, comme si l'on avait décidé de sacrifier l'avenir de la France. Oh non pas volontairement j'imagine, mais par impéritie, par un esprit conservateur étroit et peut-être par une certaine peur et de la science - comme ce fut le cas déjà depuis le 18ème siècle - et des savants, c'est-à-dire les gens qui trouvent autre chose et qui sont donc toujours redoutables.

- Investir ! Les entreprises qui ont été nationalisées, en 1981-82, mais elles étaient pour la plupart d'entre elles à la casse, ou déjà en vente, leurs propriétaires - des grands capitalistes - prenaient plus d'argent pour eux-mêmes qu'ils n'en remettaient pour l'entreprise. On était en situation de déclin, en situation de faillite, et ce que nous avons fait a permis, non seulement de les sauver, mais après tout, sans que nous l'ayons exactement prévu, de permettre à un certain nombre d'autres, si ce n'étaient les mêmes, grands maîtres de l'argent, de se les réapproprier, du moins certaines d'entre elles, avec un bénéfice multiplié par trois. C'est-à-dire qu'elles ont valu trois fois plus cher que nous ne les avons acquises, ce qui démontre bien que ceux qui les avaient dirigées avaient bien travaillé.

- Voilà, moderniser, être capables de moderniser notre appareil industriel et agricole, capables de supporter la concurrence. Et à partir de là, vous aurez la croissance, la croissance tant attendue, et avec la croissance, vous n'aurez pas entièrement le plein emploi, d'autres conditions devront être remplies, mais vous aurez déjà une régression du chômage. On a peut-être eu tort, tous ceux qui ont gouverné, de vouloir s'attaquer aux conséquences plutôt qu'aux causes. Si on sait maintenant attaquer le mal où il est, vous en apercevrez les heureux effets dans les mois et les années qui viennent, d'autant plus qu'avec l'Europe, nous avons là un recours. Le dernier rapport de la Commission européenne présidée par Jacques Delors, indique que la simple ouverture des frontières sur les cinq années qui viendront devrait permettre de 2 à 5 millions d'emplois, c'est-à-dire déjà cette décrue du chômage par le simple effet européen, indépendamment du simple effet

français dont je vous parlais tout à l'heure. Nous irons vers des temps nouveaux, ces temps seront plus heureux. Celles et ceux qui souffrent tant dans leur vie quotidienne et dans leur dignité d'être privés du travail qui représente pour eux et leur moyen de vivre et leurs chances d'hommes et de femmes dignes de ce nom. Ils en souffrent, croyez-moi, atrocement. Une vie quand on a cinquante ans et quand on en a vingt, inutilisée par une société incapable de vous fixer des objectifs réalistes, c'est une souffrance que je n'ose décrire. Et vous comme moi, vous avez entendu aussi combien de tristesses refoulées, et d'angoisses. Je pense en particulier aux femmes et aux mères de famille qui ont consacré tant de temps et d'efforts pour que leurs enfants soient élevés et instruits, qui les voient conquérir les diplômes désirés. Avancer dans la vie avec une lumière dans le regard, la lumière de ceux qui vont gagner et qui les voient un an, deux ans, trois ans, quatre ans, cinq ans sécher sur place, et peu à peu la lumière s'en va. Ce n'est plus que le refus de la société qui les a refusés.\

Voilà notre tâche. On va reprendre le moyen de s'y attaquer de plein fouet. Voilà pourquoi je crois à l'Europe, à la condition que l'on dise en même temps, à la France dans l'Europe. J'ai donné d'autres lignes de conduite mais je ne veux pas trop m'attarder, vous attarder en indiquant quelques traces pour les chemins de la paix et du désarmement, en vous invitant à vous dresser contre les inégalités sociales, donc contre les privilèges, à veiller à ce que le droit soit respecté, les chances de vivre, que la protection sociale soit préservée et demeure égale pour tous. Que les hommes et les femmes victimes déjà de tant d'inégalités naturelles, aux accidents de la vie, à la maladie, à l'âge, à l'absence d'un milieu culturel qui aurait pu vous donner vraiment toutes vos chances. Que celles-ci et que ceux-là soient véritablement protégés par la Nation tout entière. Il faut vraiment que la sécurité sociale, mesdames et messieurs, soit sauvegardée. Il faut résister à la tentation qu'ont certains d'organiser la sécurité sociale à deux vitesses comme on dit.

Traduction libre, celle pour les riches et celle pour les pauvres.

- J'en ai fini pour aujourd'hui à Marseille, pour continuer mon discours et le reprendre à Lyon dans un moment. Et de jour en jour, un peu partout, j'entends dire assez souvent, au point quelquefois de me casser les oreilles, que le temps étant passé, bientôt je ne pourrai plus mettre un pas devant l'autre. Faites-moi confiance, j'en ferai beaucoup de pas à travers toute la France et surtout, c'est beaucoup mieux, avec vous, je ferai avancer quelques idées majeures, et puis, un enthousiasme dont nous avons besoin, une croyance en nous-même, une volonté d'être, sans perdre de temps à attaquer ou à détruire ceux d'à côté qui n'aiment que ça, pas moi et pas nous.

- Je suis le Président de la République française. J'ai en charge les intérêts majeurs du pays. Jusqu'au 8 mai, je n'abandonnerai pas ce rôle qui m'a été confié par notre peuple. Et, s'il le veut, je continuerai au delà, et je pourrai dire à nouveau, avec vous, en d'autres circonstances, Vive Marseille !

- Vive la République !

- Vive la France !\